

L'Évêque du Diocèse de Buea est revenu sur la situation sécuritaire du Cameroun, notamment la crise qui fragilise depuis novembre 2016 les régions anglophones du Sud-Ouest et du Nord-Ouest.

Le prélat originaire du Nord-Ouest a accusé ouvertement le régime de Yaoundé d'avoir favorisé l'enlisement de la crise. Selon lui, les « méthodes de guerre » plutôt qu'un dialogue inclusif ont été privilégiées par le pouvoir central

« Au début de la crise, les corporations des avocats et des enseignants ont appelé à un dialogue, et c'était une bonne chose. Mais certains d'entre eux ont été arrêtés. Ça a été un tournant très important dans la crise anglophone...Maintenant, en dehors de Buea, c'est un monde différent. C'est une zone de guerre », regrette le prélat dans une interview accordée à L'AFP le 5 mai

Et de poursuivre « Les gens qui se battent ne sont pas une armée, ils ne répondent pas à un ordre. Ils répondent à une volonté de ne plus être mis au ban. Ce sont des fermiers, des gens des villages, pas des soldats formés à obéir. Ils se sont radicalisés à partir du moment où ils ont commencé à perdre des proches. Quand vous perdez un membre, ou plus, de votre famille, vous vous dites que vous voulez vous battre et que vous ne vous rendrez pas. L'armée ne peut rien faire contre eux ».

A 73ans, l'homme de Dieu invite les « anglophones » à écrire des doléances qui doivent être suivies par l'ouverture d'un dialogue intégrant les notions Paix, Unité et Fédéralisme. « Que le gouvernement ne prenne pas ces choses au sérieux...les gens en face sont prêts à mourir », lance-t-il

La crise anglophone prend de plus en plus les proportions inquiétantes. Malgré les appels au dialogue lancés par l'opinion nationale et internationale, le régime de Yaoundé jusqu'ici tarde à ouvrir des discussions avec ceux qu'il qualifie de « terroristes ».